Chiffre d'affaires touristique (– 2,1 % à périmètre comparable). — Cette évolution s'explique par une diminution de 3,4 % du chiffre d'affaires hébergement et une très légère baisse des activités annexes (– 0,8 %).

Le chiffre d'affaires hébergement des marques Pierre et Vacances/Maeva/Résidences MGM/Latitudes est stable par rapport au premier trimestre 2003/2004 (+ 0,1 %).

Le chiffre d'affaires hébergement de Center Parcs Europe (– 5,0 %) a été affecté par le décalage partiel sur le deuxième trimestre 2004/2005 des vacances scolaires aux Pays-Bas et en Belgique et par le recul des clientèles néerlandaises. Les autres clientèles (allemandes, belges et françaises) sont toutes en progression.

Globalement, le chiffre d'affaires hébergement des activités touristiques devrait être, sur la saison hiver 2004/2005, d'un niveau comparable à celui de l'hiver 2003/2004, qui enregistrait déjà un haut niveau d'activité.

Chiffre d'affaires du développement immobilier (+ 30,4 % à 97,9 millions d'euros). — Il convient de souligner que le premier trimestre enregistre l'essentiel des livraisons montagne de l'exercice et n'est pas représentatif du niveau attendu sur l'ensemble de l'exercice 2004/2005.

81932

SOCIETE INTERNATIONALE DE PLANTATIONS D'HEVEAS

Société anonyme au capital de 7 858 193,58 €.
Siège social : 53, rue du Capitaine Guynemer, 92400 Courbevoie.
312 397 730 R.C.S. Nanterre. — APE : 741 J.

Chiffres d'affaires consolidés comparés (hors taxes).
(En milliers d'euros.)

	2004	2003
Activité Caoutchouc :		
Premier trimestre	14 512	12 329
Deuxième trimestre	12 234	9 545
Troisième trimestre	16 233	12 905
Quatrième trimestre	16 891	18 870
	59 870	53 649
Autres activités :		
Premier trimestre	2 347	3 869
Deuxième trimestre	1 551	7 087
Troisième trimestre	2 392	6 483
Quatrième trimestre	3 833	4 326
	10 122	21 765
Total :		
Premier trimestre	16 859	16 198
Deuxième trimestre	13 785	16 632
Troisième trimestre	18 625	19 388
Quatrième trimestre	20 724	23 196
	69 992	75 414

Le chiffre d'affaires provenant de la commercialisation du caoutchouc naturel est en augmentation du fait des cours supérieurs à ceux de la même période de 2003.

Cette augmentation ne compense pas la réduction sensible des ventes d'huile de palme sur cette période. Il est rappelé que cette dernière activité apporte une très faible contribution au résultat.

81891

QUALIFLOW

Société anonyme au capital de 571 532 €.
Siège social : 395, rue Lépine, 34000 Montpellier.
413 274 440 R.C.S. Montpellier.

A. — Comptes sociaux semestriels non audités au 30 juin 2004.

I. — **Compte de résultat.**
(En euros.)

	Notes	Exercice 30/06/04 (6 mois)	Exercice 30/06/03 (6 mois)	Exercice 31/12/04 (12 mois)
Chiffre d'affaires	12	1 980 082	1 708 776	3 501 293
Autres produits d'exploitation	13	572 342	127 117	– 11 893
Achats consommés	14	– 1 298 289	– 1 045 337	– 1 879 881
Charges de personnel	15	– 1 416 822	– 2 366 244	– 4 365 438
Autres charges d'exploitation	16	– 1 170 014	– 2 575 692	– 4 636 248
Impôts et taxes		– 89 291	– 101 412	– 119 769
Dotations aux amortissements et provisions	17	– 507 840	– 2 308 074	– 1 633 545
Résultat d'exploitation		– 1 929 831	– 6 560 867	– 9 145 480
Charges et produits financiers	18	145 695	– 438 397	– 1 268 229
Résultat courant		– 1 784 137	– 6 999 263	– 10 413 709
Charges et produits exceptionnels	19	81 330	– 71 398	– 1 556 003
Impôt sur les résultats	20	– 18 750	– 15 245	77 583
Résultat net		– 1 721 557	– 7 085 906	– 11 892 128
Résultat par action (en euros)	21	– 0,30	– 1,54	– 2,58
Résultat dilué par action (en euros)	21	– 0,30	– 1,54	– 2,58

II. — **Bilan au 30 juin 2004.**
(En euros.)

Actif	Notes	30/06/04	31/12/03
Actif immobilisé :			
Immobilisations incorporelles	1	114 573	216 294
Immobilisations corporelles	2	1 885 175	2 279 414
Immobilisations financières	3	2 998 115	2 115 752
Sous-total		4 997 863	4 611 459
Actif circulant :			
Stocks et encours	4	1 137 288	1 633 842
Clients et comptes rattachés	5	911 401	959 102
Autres créances et comptes de régularisation	6	1 187 349	2 010 783
Valeurs mobilières de placement	7	85 352	1 809 188
Disponibilités		– 21 219	306 936
Sous-total		3 300 034	6 719 851
Total de l'actif		8 298 034	11 331 310

Passif	Notes	30/06/04	31/12/03
Capitaux propres :			
Capital	8	571 532	571 532
Primes	8	24 982 029	24 982 029
Réserves et résultats	8	– 22 398 909	– 20 677 352
Sous-total		3 154 652	4 876 208
Provisions pour risques et charges	9	424 983	1 631 838
Dettes :			
Emprunts et dettes financières	10	2 127 397	2 453 733
Autres dettes et comptes de régularisation	11	2 591 002	2 369 531
Sous-total		4 718 399	4 823 264
Total du passif		8 298 034	11 331 310

III. — **Annexe aux comptes sociaux semestriels.**

La période concernée est de six mois recouvrant la période du 1er janvier 2004 au 30 juin 2004.

Les notes et les commentaires présentés ci-après font partie intégrante de la situation.

Faits marquants.

A. Le chiffre d'affaires semestriel de l'exercice en cours de Qualiflow s'établit à 1,98 million d'euros, en progression de 11,2 % par rapport au 1,708 million d'euros réalisés sur le premier semestre de l'exercice 2003.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice en cours, Qualiflow a réalisé

un chiffre d'affaires de 1,06 million d'euros. Il ressort en croissance séquentielle de 15 % par rapport au chiffre d'affaires de 0,92 million d'euros réalisé sur le premier trimestre 2004. A l'origine de cette progression des ventes, les prises de commandes au cours du deuxième trimestre atteignent 1,8 million d'euros, à comparer à 1,0 million d'euros en 2003, soit une progression de 78,7 % par rapport au deuxième trimestre 2003.

Confirmant la poursuite de la reprise de l'activité, le carnet de commandes ressort au 30 juin 2004 à 1,5 million d'euros, en hausse de 59,4 % par rapport au 30 juin 2004.

B. Le plan social, mis en place à la fin de l'exercice 2003, a conduit au départ, entre mars et avril 2004, de 43 salariés sur les 85 présents à fin décembre 2003. Il reste 42 salariés à fin juin 2004.

C. A la fin du mois de décembre 2003, la société Qualiflow a signé un accord avec la société Sevenstar le premier fabricant chinois de MFC, pour la création d'une joint-venture destinée à la fabrication des MFC de nouvelle génération en Chine et à proximité des marchés les plus dynamiques.

L'accord prévoit la création d'une société de fabrication commune pour les deux sociétés, l'apport de Qualiflow (qui détient 48 % des parts sociales), s'est traduit par envoi de pièces nécessaires au montage des premiers MFC numériques, de matériel de production et de savoir-faire. A ce titre, Qualiflow a expédié 140 700 € de matériel, 249 484 € de pièces et 67 340 € d'intangibles (savoir-faire), soit un total de 457 524 €.

Cet accord permet à la joint-venture de bénéficier de la technologie numérique acquise par la société Qualiflow. Celle-ci devient la seule unité de production pour Sevenstar et Qualiflow. Elle fabrique et vend ses produits à coût + 20 % aux deux sociétés. L'accord prévoit que Sevenstar à l'exclusivité de la vente des produits de la joint-venture en Asie et Qualiflow en Europe et aux USA. La joint-venture versera des royalties (10 %) à Sevenstar sur des produits analogiques et à Qualiflow sur la vente des produits numériques.

D. La situation de trésorerie, notamment au 31 mars 2004 après l'application du deuxième plan social, a contraint la société à rechercher des financements complémentaires.

Dans ce but, outre la cession d'actifs immobiliers non nécessaires pour l'activité de l'entreprise, la société a entrepris des démarches actives auprès d'industriels et d'établissements financiers en vue, soit d'une cession partielle d'activité (évaporation), soit d'une augmentation de capital auprès d'investisseurs.

A cet effet, elle a d'ailleurs entamé, au cours du deuxième trimestre 2004, des négociations actives en vue de finaliser un tour de table, ayant pour objectif une augmentation de capital réservée visant à assurer la continuité d'exploitation de Qualiflow, et financer les activités de recherche sur l'évaporation liquide. Malheureusement ces négociations ont échoué début août.

E. L'échec des négociations a obligé la société a se déclarer en cessation de paiements, le 9 septembre 2004, et le Tribunal de commerce de Montpellier s'est prononcé, le 15 septembre 2004, en faveur d'une mesure simplifiée de redressement judiciaire de Qualiflow, avec période d'observation de quatre mois.

F. Comme prévu pour améliorer la trésorerie de l'entreprise, la société a mis en vente un certain nombre d'actifs immobiliers non nécessaires à l'exploitation. A cet effet, elle a vendu en avril 2004, pour 414 000 €, un terrain à Saint-Ismiers (Grenoble) et elle a mis en vente un bâtiment industriel à Noyen (Sarthe) et un autre à Montpellier (rue Nobel).

G. Comme il a été annoncé par voie de communiqué en date du 25 juin 2004, les commissaires aux comptes ont refusé de certifier les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2003 de Qualiflow, du fait de l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation.

Les comptes au 30 juin 2004 ont été arrêtés dans l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, sur la base de la prorogation jusqu'au 15 mai 2005 de la période d'observation par le tribunal de commerce en date du 14 janvier 2005.

Règles et méthodes comptables.

Les comptes annuels ont été établis selon les règles comptables en vigueur, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

— Continuité de l'exploitation ;
— Permanence des méthodes ;
— Indépendance des exercices.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles. — Les dépenses de recherche engagées par la société sont intégralement passées en charges au cours de l'exercice.

En ce qui concerne les dépenses de développement, la société a décidé de les activer et de les amortir sur la période correspondant à leur utilisation dans des projets de recherche.

En dehors de ces dépenses de développement, les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées des frais de brevets et d'acquisition de logiciels. Ceux-ci sont amortis comme suit :

Brevets	3 à 4 ans linéaire
Logiciels	1 à 3 ans linéaire

Les dépenses de développement font l'objet d'un amortissement sur trois ans. La dotation de l'exercice se monte à 105 588 €.

Le fonds de commerce a été acquis pour une valeur de 45 735 € le 1er août 1997. A compter du 1er juillet 1998, un plan d'amortissement de 6 ans a été mis en place.

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilisation estimée de ces immobilisations, selon la méthode linéaire ou dégressive :

— Bâtiments et constructions : Linéaire sur vingt ans ;
— Agencements, aménagements des constructions : Linéaire sur dix ans ;
— Installations spécifiques d'occasion : Linéaire sur cinq ans ;
— Installations techniques, matériel et outillage : Linéaire sur cinq ans ;
— Matériel de transport : Linéaire sur cinq ans ;
— Matériel de bureau et informatique : Linéaire sur trois à cinq ans ;
— Mobilier de bureau : Linéaire sur dix ans.

Titres de participation. — Les titres sont évalués au coût historique. Des provisions pour dépréciation sont constatées quand la valeur vénale est inférieure au coût historique.

Instruments financiers. — La société réalise l'essentiel de ses opérations en euros (environ 80 % de ses opérations). Toutefois, la société réalise également des opérations en devises, notamment en dollars US et en livres sterling.

La société n'utilise pas d'instruments financiers pour couvrir son exposition aux risques de variation des taux de change. La faiblesse des montants concernés et la courte durée des opérations en devises ne justifie pas aujourd'hui la mise en place d'une politique systématique de couverture du risque de change.

Stocks et travaux en cours. — Les stocks de matières premières sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. Les produits finis et les encours de production sont valorisés au coût direct de production.

Des provisions sont constituées au cas où la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire. Chaque année, le stock de pièces détachées est analysé article par article par rapport à la consommation. Tout article n'ayant pas tourné au cours de 6 derniers mois est provisionné à 50 %, tout article n'ayant pas tourné au cours des 12 derniers mois est provisionné à 100 %. Enfin, le responsable technique fait une révision du caractère obsolète des articles en fonction de l'évolution de la gamme des produits. D'autre part, compte tenu de la faiblesse persistante des ventes, une provision complémentaire a été passée pour tenir compte des stocks en excès par rapport aux besoins estimés. Tout excès de stock supérieur à 6 mois est provisionné à 50 %, supérieur à un an provisionné à 100 %.

Clients et comptes rattachés. — Les clients et comptes rattachés sont présentés à leur valeur nominale. Des provisions sont systématiquement constituées par une appréciation au cas par cas du risque de non recouvrement des créances en fonction de leur ancienneté, des procédures de relance de l'entreprise, des habitudes locales de règlement pour les clients ou les filiales étrangères et des risques spécifiques à chaque pays.

Provisions pour risques et charges. — Des provisions pour risques et charges sont dotées en vue de couvrir les dépenses que les événements survenus ou en cours rendent probables à la clôture de l'exercice.

Provisions pour garantie. — Les provisions pour garantie couvrent les coûts engagés dans le cadre de la garantie accordée aux clients.

Provisions pour indemnités de fin de carrière. — Les provisions pour indemnités de fin de carrière font l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode rétrospective en fonction des paramètres internes observés statistiquement tels que les taux de rotation de l'effectif ou l'évolution prévisible des rémunérations, et de facteurs externes tels que l'espérance de vie des salariés.

Notes sur le bilan.

Note 1. Immobilisations incorporelles :

	Frais d'établissements	Frais de recherche et développement	Concessions brevets	Fonds commercial	Total
Valeur brute au 31 décembre 2003	29 240	637 690	677 270	45 735	1 389 935
Investissements			16 440		16 440
Mises au rebut ou vente					
Valeur brute au 30 juin 2004	29 240	637 690	693 710	45 735	1 406 375
Amortissement au 31 décembre 2003	29 240	440 522	658 144	45 735	1 173 641
Dotations de la période		105 588	12 573		118 161

	Frais d'établissements	Frais de recherche et développement	Concessions brevets	Fonds commercial	Total
Mises au rebut ou vente					
Amortissements au 30 juin 2004	29 240	546 110	670 717	45 735	1 291 802
Valeur nette au 30 juin 2004	0	91 580	22 993	0	114 573
Valeur nette au 31 décembre 2003	0	197 168	54 808	0	216 294

Note 2. Immobilisations corporelles :

	Terrains et constructions	Installations techniques matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute au 31 décembre 2003	699 779	1 873 590	1 544 114	4 117 483
Investissements		3 701	2 234	5 935
Mises au rebut ou vente		598 265	5 785	604 050
Valeur brute au 30 juin 2004.	699 779	11 279 026	1 540 563	3 519 368
Amortissement au 31 décembre 2003	20 404	1 262 175	555 492	1 838 071
Dotations de la période	15 125	111 322	73 404	199 581
Mises au rebut ou vente		397 944	5 785	403 729
Amortissements au 30 juin 2004	36 529	975 553	623 111	1 634 193
Valeur nette au 30 juin 2004.	664 250	303 473	917 452	1 885 175
Valeur nette au 31 décembre 2003	679 375	611 415	988 622	2 279 412

Dans le cadre de l'accord signé avec Sevenstar pour la création d'une société de fabrication commune pour les deux sociétés, l'apport de Qualiflow à la joint-venture chinoise a été effectué, notamment, par envoi de matériel de production.

A ce titre, Qualiflow a expédié du matériel pour une valeur brute de 410 141 € représentant une valeur nette de 140 700 €.

Note 3. Immobilisations financières :

	Juin 2004	Décembre 2003
Prêts	53 726	50 083
Titres de participation	2 519 655	1 612 082
Autres immobilisations financières	424 734	437 587
Immobilisations financières	2 998 115	2 115 752

Le poste « Autres immobilisations financières » correspond principalement à deux avances preneurs de 193 991 € chacune payées en décembre 2001 sur le dossier de crédit-bail pour le nouveau bâtiment de production. Ces avances preneurs ont été consenties par Qualiflow en avance sur des subventions à recevoir au titre de la PAT (Prime à l'aménagement du territoire). Le solde, soit 69 138 €, étant constitué de cautions et dépôts de garantie.

Les titres de participations ont été valorisés dans les comptes sociaux pour leur valeur de mise en équivalence dans les comptes consolidés, excluant l'écart d'équivalence attaché à ces titres dans les comptes consolidés.

Les titres de participation Lintec ont fait l'objet d'une provision à hauteur de 1 210 163 €.

Les titres de Qualiflow dans la société coréenne Naratech, à hauteur de 17 % du capital, sont valorisés pour 477 820 € sur la base des comptes 2003.

Les avances de trésorerie faites à la filiale US Qualiflow Inc., soit 281 356 €, ont été transformées en augmentation de capital et les titres ont été, dans un esprit de prudence comptable, intégralement provisionnés.

Les titres de participation Jipelec ont fait l'objet d'une provision à hauteur de 209 836 €.

Les titres de participation dans la joint-venture chinoise ont été valorisés sur la base des apports à la joint-venture, soit 457 524 €.

Note 4. Stocks et travaux en cours :

	Juin 2004	Décembre 2003
Stocks de matières premières	1 411 114	1 881 330
Travaux en cours	178 456	163 781
Produits finis	552 163	635 652
Stocks bruts	2 141 734	2 680 763
Stocks de matières premières	– 803 574	– 813 635
Travaux en cours		
Produits finis	– 200 872	– 233 287
Dépréciations	– 1 004 446	– 1 046 922
Stocks de matières premières	607 540	1 067 695
Travaux en cours	178 456	163 781
Produits finis	351 291	402 365
Valeur nette	1 137 288	1 633 842

A titre d'apport dans le capital de la joint-venture chinoise, Qualiflow a envoyé du stock de pièces d'une valeur brute de 453 821 € et une valeur nette de 249 484 €.

Les provisions sont calculées sur la base de rotation des articles en stock. Pas de rotation sur un an : 100 % de provision, pas de rotation sur six mois : 50 % de provision. D'autre part, une provision a également été constituée sur les stocks en excès par rapport aux prévisions de consommation.

Note 5. Clients et comptes rattachés :

	Juin 2004	Décembre 2003
Clients et comptes rattachés	942 809	990 510
Provisions pour dépréciation	– 31 408	– 31 408
Créances clients nettes	911 401	959 102

Note 6. Autres créances et comptes de régularisation :

	Juin 2004	Décembre 2003
Autres créances à caractère fiscal	653 063	800 688
Autres créances à caractère social	10 484	49 174
Divers	400 218	1 067 820
Avances et acomptes payés		
Charges constatées d'avance	122 912	86 077
Ecart de conversion actif	672	7 024
Total autres créances	1 187 349	2 010 783

Le poste « Autres créances à caractère fiscal » comprend des crédits d'impôts recherche pour un montant de 593 091 € au 30 juin 2004. En outre, il comprend 37 995 € de T.V.A. à récupérer (185 097 € au 31 décembre 2003). Le poste Divers comprend 44 053 € de subventions à recevoir et 356 165 € de factures dues par Jipelec.

Note 6.1. Etat des échéances des créances :

	1 an au plus	A plus d'un an
Prêts	53 726	
Autres immobilisations financières		424 734
Créances clients	911 401	
Autres créances	546 455	640 894
Total des créances	1 511 582	1 065 628

Les autres immobilisations financières à plus d'un an sont deux avances preneurs au titre du crédit-bail (387 982 €) et des cautions ou garanties.

Les autres créances à plus d'un an sont constituées de 593 091 € de crédit impôt recherche et de 44 063 € de subventions à recevoir.

Note 7. Valeurs mobilières :

	Juin 2004	Décembre 2003
Actions en propre	180 824	281 233
Provision pour dépréciation	– 98 493	– 20 179
Autres valeurs mobilières	3 021	1 548 134
Intérêts courus		
Total valeurs mobilières	85 352	1 809 188

Note 7.1. Actions en propre : L'assemblée générale du 26 juin 2003 a renouvelé l'autorisation donnée à la société de racheter, dans la limite de 10 % de son capital, ses propres actions, notamment pour régulariser le marché. A ce titre, Qualiflow a signé avec BNP Paribas une convention d'animation. Celle-ci a pris fin en juin 2004.

Au 30 juin 2004, la société détenait en propre 104 218 titres pour une valeur moyenne de 1,74 €, soit un total de 180 824 €. Compte tenu du cours de bourse au 30 juin 2004, soit 0,79 €, la société a constitué une provision pour dépréciation des titres de 98 493 €.

Note 7.2. Autres valeurs mobilières : Les autres valeurs mobilières sont constituées pour 3 021 € par 1 action Sirius. Ce titre a été acheté sur la base d'un cours moyen de 3 020,23 €. Sur la base du cours du 30 juin 2004, la société dégage une plus-value latente de 14,25 €.

Note 8. Capitaux propres :

	Capital social de la mère	Primes	Réserves	Résultat	Total
Situation au 1er janvier 2004	571 532	24 982 029	– 8 785 224	– 11 892 128	4 876 209
Affectation du résultat 2003			– 11 892 128	11 892 128	0
Résultat 30 juin 2004				– 1 721 557	– 1 721 557
Capitaux au 30 juin 2004	571 532	24 982 029	– 20 677 352	– 1 721 557	3 154 652

Note 8.1. Capital social : Le capital social au 30 juin 2004 s'élève à 571 532 €, divisé en 5 715 320 actions d'une valeur nominale de 0,1 € chacune.

Note 9. Provisions pour risques et charges :

	Juin 2004	Décembre 2003
Provisions pour perte de change	672	7 024
Provision pour risque	399 368	1 518 024
Provisions pour garantie	12 667	73 182
Provisions pour indemnités de fin de carrière.	11 570	5 443
Provisions pour charges	706	28 165
Provisions pour risques et charges.	424 983	1 631 838

Le poste « Provisions pour risques » inclut un solde de 232 534 € de provisions au titre des plans sociaux.

La provision pour indemnité de fin de carrière est calculée sur la base des indemnités à verser à chaque salarié en fonction de son ancienneté et de son statut, pondérées par la chance d'être en vie (tables de mortalité) et la chance d'être dans la société (turnover de la société) à cette date. Afin d'éviter une sensibilité trop forte de cette indemnité au taux de turnover, celui-ci est calculé sur une moyenne de 5 ans.

Les produits Qualiflow font l'objet d'une garantie pièces et main d'œuvre. La provision est calculée sur la base des dépenses réellement supportées pendant l'année et rapportées à la population sous garantie.

En ce qui concerne les provisions pour risques et charges, le tableau ci-dessous indique les dotations et les reprises d'un exercice sur l'autre :

	Décembre 2003	Utilisation	Reprise	Dotation	Juin 2004
Provisions pour risques	1 598 230	1 028 326	1 205 636	20 113	412 707
Provisions pour garantie	73 182		73 182	12 667	12 667
Provisions pour perte de change	7 024		7 024	672	672
Provisions pour sortie fiscale du crédit-bail	96 310			3 024	99 334
Provisions pour non récupération IFA	22 500		18 750	750	7 500
Provisions pour restructuration	1 339 214	1 028 326	1 106 680		232 534
Provisions pour risque prud'homal	60 000				60 000
Provision pour charges	33 608		33 608	12 276	12 276
Provisions pour indemnités de fin de carrière	5 443		5 443	11 570	11 570
Provisions pour charges d'installation	28 165		28 165	706	706
Total	1 631 838	1 028 326	1 239 244	32 389	424 983

Note 10. Emprunts et dettes financières :

	Juin 2004	Décembre 2003
Avance Coface	226 855	253 641
Avances Anvar	291 634	300 781
Autres emprunts à plus d'un an.	1 606 624	1 896 357
Intérêts à payer	2 284	2 954
Total général	2 127 397	2 453 733

Les avances remboursables sont constituées à hauteur de 247 108 € d'avances Anvar et à hauteur de 44 526 € d'avances sur un programme de recherche (Diadème) du Ministère de l'industrie sur un programme de recherche sur l'évaporation.

Note 10.1. Autres emprunts à plus d'un an : Les emprunts à plus d'un an se décomposent comme suit :

	Juin 2004	Décembre 2003
Emprunt Banque Courtois	7 622	15 245
Emprunt Banque Worms	266 786	343 010
Emprunt Crédit agricole	287 539	365 860
Emprunt BNP	1 044 677	1 172 242
Total emprunts à plus d'un an.	1 606 624	1 896 357

L'emprunt Banque Courtois est un emprunt en date du 20 novembre 1999 de 76 225 € sur 5 ans au taux de 4,75 % par an.

L'emprunt Banque Worms de 762 245 € en date du 17 janvier 2002 pour une période de 5 ans au taux de T4M plus 0,75 % de marge, soit 4,11 % au 30 juin.

L'emprunt Crédit agricole de 762 245 € en date du 27 mai 2002 pour une période de 5 ans au taux Euribor 3 mois plus 0,90 % de marge soit, 5 % au 30 juin.

L'emprunt BNP de 1 356 796 € en date du 26 septembre 2002 pour une période de 5 ans au taux de T4M plus 0,75 % de marge, soit 4,11 % au 30 juin et débloqué à hauteur de 1 296 470 €.

L'échéancier de ces emprunts se présente comme suit :

	Juin 2004	Décembre 2003
A 1 an	584 866	580 372
Entre 1 an et 5 ans	1 021 758	1 315 985
A plus de 5 ans.	0	0
Total.	1 606 624	1 896 357

Note 11. Autres dettes et comptes de régularisation :

	Juin 2004	Décembre 2003
Dettes fournisseurs	950 704	999 711
Dettes fiscales et sociales	1 314 860	1 006 659
Autres dettes	322 631	362 755
Produits constatés d'avance	0	0
Ecart de conversion passif.	2 807	407
Total.	2 591 002	2 369 531

Note 11.1. Dettes fournisseurs :

	Juin 2004	Décembre 2003
Dettes fournisseurs	950 704	999 711
Total.	950 704	999 711

Note 11.2. Dettes fiscales et sociales :

	Juin 2004	Décembre 2003
Dettes fiscales	52 268	37 238
Dettes sociales	1 262 592	969 421
Total	1 314 860	1 006 659

La société a signé avec l'Urssaf, en avril 2004, un moratoire pour le remboursement de ses charges sociales de septembre à juin. Ceci explique le gonflement du poste dettes sociales.

Note 11.3. Autres dettes :

	Juin 2004	Décembre 2003
Avances et acomptes	61 458	40 273
Autres	271 173	322 482
Total	322 631	362 755

Le poste « Avances et acomptes » correspond aux montants versés à la commande pour la fourniture des systèmes.

Le poste « Autres » correspond à des acomptes reçus au titre de la PAT (Prime à l'aménagement du territoire) pour 231 940 € et à 39 233 € de charges à payer.

Notes sur le compte de résultat.

Note 12. Chiffre d'affaires :

— Par zone géographique, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :

	Juin 2004	Juin 2003
France	628 976	436 481
Export	1 351 106	1 272 295
Total	1 980 082	1 708 776

— Par ligne de produit, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :

	Juin 2004	Juin 2003
Vannes	668 612	474 412
Contrôleurs de débit	486 137	446 436
Systèmes de gaz	51 365	70 285
Jipelec	587 144	650 544
Divers	166 824	67 098
Total	1 980 082	1 708 776

Note 13. Autres produits d'exploitation :

	Juin 2004	Juin 2003
Production stockée	– 68 814	39 374
Production immobilisée	316 826	0
Subventions d'exploitation	6 753	29 636
Transfert de charges d'exploitation	6 446	10 867
Autres produits de gestion courante	6	21
Reprise de provision d'exploitation	311 125	47 219
Total	572 342	127 117

Les reprises de provisions sont impactées par la reprise de provisions à hauteur de 204 339 € sur les stocks envoyés en Chine, par 101 347 € de reprise sur les frais de garantie et d'installation.

Note 14. Achats consommés :

	Juin 2004	Juin 2003
Achats de matières premières	– 779 836	– 752 258
Variation de stock MP	– 470 216	– 225 686
Achats consommés non stockés	– 48 237	– 67 393
Total	– 1 298 289	– 1 045 337

Note 15. Charges de personnel :

	Juin 2004	Juin 2003
Charges de personnel fixes	– 1 416 822	– 2 366 244
Total	– 1 416 822	– 2 366 244

Note 15.1. Effectifs employés en fin de période :

	Juin 2004	Juin 2003
Ouvriers	8	16
Employés et administratifs	4	6
Techniciens	10	23
Agents de maîtrise	0	0
Cadres	20	40
Total	42	85

Note 16. Autres charges d'exploitation :

	Juin 2004	Juin 2003
Autres achats et charges externes	– 1 165 185	– 2 552 426
Autres charges	– 4 829	– 23 266
Total	– 1 170 014	– 2 575 692

Note 17. Dotations aux amortissements et aux provisions :

	Juin 2004	Juin 2003
Dotations aux amortissements	– 318 014	– 371 839
Dotations aux provisions sur actif circulant	– 161 859	– 1 841 616
Dotations aux provisions pour risques et charges	– 27 967	– 94 619
Total	– 507 840	– 2 308 074

Les provisions pour actifs circulants sont constituées de 161 859 € de provisions sur les stocks.

Note 18. Résultat financier :

	Juin 2004	Juin 2003
Charges financières nettes	– 21 390	– 26 618
Dotations financières aux provisions	168 235	– 406 975
Résultat de change	– 1 150	– 4 804
Total	145 695	– 438 397

Les dotations aux provisions correspondent à une reprise de 449 591 € sur Jipelec et une dotation complémentaire de 281 356 sur Qualiflow Inc.

Note 19. Produits et charges exceptionnels :

	Juin 2004	Juin 2003
Sur opérations de gestion	– 1 020 828	– 71 398
Sur opérations de capital		
Sur cession d'éléments d'actif	– 19 522	
Sur provisions et transferts de charge	1 121 680	
Total	81 330	– 71 398

Ce poste reflète principalement les coûts liés au plan social mis en place en décembre et la reprise de provision correspondante. Les produits sur cession d'actif sont principalement constitués de la vente d'un tour à la société DKER.

Note 20. Impôts sur les sociétés :

	Juin 2004	Juin 2003
Impôts sur le résultat	– 18 750	– 15 245
Crédit d'impôt recherche		
Total	– 18 750	– 15 245

Il s'agit de l'imputation de l'IFA.

Note 21. Résultat par action. — Le résultat par action est calculé selon la méthode dite du rachat d'action.

Note 21.1. Nombre d'actions pris en compte :

	Juin 2004	Juin 2003
Nombre d'actions :		
Composant le capital de base	5 715 320	4 616 000
Composant le capital dilué	5 715 320	4 616 600

Après accord du conseil d'administration du 30 juin 2003, 345 600 options de souscription d'action ont été attribuées. D'autre part, après accord du conseil d'administration du 19 janvier 2002, 14 000 autres options ont été attribuées. Ces dernières ont été annulées par décision du conseil du 17 décembre 2003 et remplacées par une attribution de 16 000 nouvelles options.

Toutefois, compte tenu des résultats fortement négatifs de la société, il est évident que personne ne pouvant désirer faire jouer ces options, ces mouvements n'ont été pas été pris en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué en 2003 et 2004.

Note 21.2. Résultat de base et résultat net dilué : Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre d'actions en circulation à la fin de la période, à l'exclusion des actions propres.

Soit :

— 2004 : 5 715 320 actions ;

— 2003 : 4 616 000 actions.

Informations diverses.

A. Rémunération des dirigeants. — La rémunération allouée au président et au directeur général pour les six premiers mois de l'exercice 2004 s'élève à 97 601 €.

B. Engagements hors bilan :

— Engagements de crédit-bail :

– Echéancier des redevances (en milliers d'euros) :

Valeur d'origine	2 388 681
Redevances restant à prendre en charge :	
A moins d'un an	189 899
Entre un et cinq ans	615 202
A plus de cinq ans	138 748
Prix d'achat résiduel en fin de contrat	395 605

– Si l'entreprise avait dû financer ces immobilisations dès l'origine, l'impact sur les comptes aurait été le suivant (en milliers d'euros) :

Valeur d'origine	1 880 462
Amortissements de 2004	52 729
Amortissements cumulés	411 935
Valeur nette	1 469 206

— Engagements financiers :

– Engagements hors bilan : Le tableau ci-dessous indique les engagements hors bilan donnés par la société dans le cadre de son activité commerciale.

Engagements hors bilan	2004	2003
Cautions de contre garantie sur marchés		46 813
Créances cédées non échues		
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	2 088 765	1 856 368
Avals, cautions et garanties données		
Autres engagements	469 935	
Total	2 558 700	1 943 181

– Nantissements :

Nantissements	Banque	Mise en place	Montant	– 1 an	1 à 5 ans
Fonds de commerce	Banque Courtois	Novembre 1999	7 622	7 622	0
Fonds de commerce	Banque Worms	Janvier 2001	266 786	152 449	114 336
Fonds de commerce	Crédit agricole	Mai 2001	287 540	161 699	125 841
Fonds de commerce	BNP Paribas	Septembre 2001	1 044 677	263 095	781 582
Fonds de commerce	Urssaf	Avril 2004	482 140	482 140	
Total			2 088 765	1 067 006	1 021 759

Le prêt de 60 980 € consenti par la Banque Courtois en novembre 1999 a fait l'objet d'un nantissement sur le fonds de commerce.

Les trois emprunts ouverts en 2001, à savoir 1 356 796 € avec BNP Paribas, 762 245 € avec la Banque Worms et 762 245 € avec le Crédit agricole ont également fait l'objet d'un nantissement du fonds de commerce.

L'Urssaf, dans le cadre de la signature d'un moratoire de 12 mois des charges sociales signé sous l'égide de la Commission des chefs des services financiers (Trésorerie générale) a demandé en garantie un nantissement sur le fonds de commerce. Celui-ci a été signé le 28 avril 2004 pour un montant de 482 140,35 €.

D'autre part, en date du 9 juillet 2004, l'Urssaf a également déposé une hypothèque légale sur le terrain possédé par Qualiflow, rue Lépine pour une créance de 469 935,09 € représentant les cotisations, majorations de retard et pénalités du 1er janvier 2003 au 31 mai 2004.

– Garanties bancaires : Au 30 juin 2004, il n'y a plus de garanties financières accordées par les banques au nom de Qualiflow ou de Jipelec ;

— Engagements de retraite : Les engagements au titre de l'indemnité de départ à la retraite font l'objet d'une provision à hauteur de 11 570 € (cf. note 9).

— Facteurs de risque :

a) Cyclicité des marchés et dépendance vis-à-vis de la conjoncture économique générale : Les marchés finaux (semi-conducteurs, fibre optique) dont les produits sont fabriqués à partir des outils Qualiflow ou d'outils intégrant des composants Qualiflow sont susceptibles de subir tout impact économique défavorable qui pourrait survenir, avec pour conséquence le report ou l'abandon des plans d'équipement des fabricants de ces produits. Ce contexte défavorable a alors un effet fortement négatif sur l'activité de la société.

Plus spécifiquement, les marchés d'équipement pour la fabrication de semi-conducteurs et de la fibre optique sont des marchés cycliques. L'activité de la société subit actuellement fortement les fluctuations des marchés d'équipements de production pour la fibre optique ou le semi-conducteur.

b) Dépendance vis-à-vis de quelques clients prédominants : Malgré une stratégie de diversification de sa clientèle qui commence à porter ses fruits, la société considère que son activité restera dépendante d'un nombre restreint de clients prépondérants. Malgré la longue relation qui lie Qualiflow à des clients comme Alcatel ou ASM International, une diminution de ces relations commerciales peut avoir des conséquences fortement négatives sur l'activité de la société.

c) Redressement judiciaire : Malgré une prolongation de quatre mois de la période d'observation, prononcée le 14 janvier 2005 par le Tribunal de commerce de Montpellier, le futur de la société reste incertain. La direction travaille à rassembler et structurer différents contacts et propositions, toutefois il est impossible actuellement de définir le périmètre ou les conditions de continuation de l'activité, au cas où celle-ci serait possible. En tout état de cause la décision finale reviendra au tribunal de commerce.

d) Fait exceptionnels et litiges : Il n'existe pas à ce jour, à la connaissance de la société de faits exceptionnels ou de litiges non provisionnés pouvant avoir une incidence significative sur la situation, les résultats, le patrimoine ou les activités de Qualiflow et de ses filiales.

B. — Comptes consolidés semestriels non audités au 30 juin 2004.

I. — Compte de résultat consolidé.

(En euros.)

	Notes	Exercice 30/06/04 (6 mois)	Exercice 30/06/03 (6 mois)	Exercice 31/12/04 (12 mois)
Chiffre d'affaires	14	1 980 539	1 708 776	3 501 293
Autres produits d'exploitation	15	846 149	127 117	– 11 893
Achats consommés	16	– 1 298 289	– 1 045 337	– 1 879 881
Charges de personnel	17	– 1 416 822	– 2 366 244	– 4 365 438
Autres charges d'exploitation	18	– 802 525	– 2 472 356	– 4 431 957
Impôts et taxes		– 90 687	– 101 412	– 119 769
Dotations aux amortissements et provisions	19	– 867 775	– 2 355 721	– 1 726 298
Résultat d'exploitation		– 1 649 409	– 6 505 178	– 9 033 942
Charges et produits financiers	20	– 340 785	– 398 818	– 606 218
Résultat courant des entreprises intégrées		– 1 990 195	– 6 903 995	– 9 640 160
Charges et produits exceptionnels	21	313 094	– 71 398	– 1 556 003
Impôt sur les résultats	22	– 18 750	– 15 245	77 583
Résultat net des entreprises intégrées		– 1 695 851	– 6 990 638	– 11 118 579
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0	– 51 784	– 47 953
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition		– 559 897	– 36 916	– 1 233 259
Résultat net de l'ensemble consolidé		– 2 255 748	– 7 079 338	– 12 399 791

	Notes	Exercice 30/06/04 (6 mois)	Exercice 30/06/03 (6 mois)	Exercice 31/12/04 (12 mois)
Intérêts minoritaires		0		
Résultat net (Part du groupe)		– 2 255 748	– 7 079 338	– 12 399 791
Résultat par action (en euros)	23	– 0,39	– 1,53	– 2,69
Résultat dilué par action (en euros)	23	– 0,39	– 1,53	– 2,69

II. — **Bilan consolidé au 30 juin 2004.**
(En euros.)

Actif	Notes	30/06/04	31/12/03
Actif immobilisé :			
Ecart d'acquisition	1	0	559 897
Immobilisations incorporelles	2	1 084 231	1 417 551
Immobilisations corporelles	3	3 557 070	4 217 906
Immobilisations financières	4	1 413 803	981 490
Titres mis en équivalence	5	178 146	178 146
Sous-total		6 233 249	7 354 989
Actif circulant :			
Stocks et encours	6	1 175 045	1 671 600
Clients et comptes rattachés	7	939 821	1 022 444
Autres créances et comptes de régularisation	8	1 197 139	1 469 329
Valeurs mobilières de placement	9	204 934	1 949 130
Disponibilités		– 8 093	353 534
Sous-total		3 508 846	6 466 037
Total de l'actif		9 742 096	13 821 026

Passif	Notes	30/06/04	31/12/03
Capitaux propres (Part du groupe) :			
Capital	10	571 532	571 532
Primes	10	25 730 307	25 730 307
Réserves et résultats	10	– 23 379 470	– 21 123 722
Sous-total		2 922 370	5 178 117
Intérêts minoritaires			
Provisions pour risques et charges	11	459 231	1 737 391
Dettes :			
Emprunts et dettes financières	12	3 686 496	4 208 933
Autres dettes et comptes de régularisation	13	2 673 999	2 696 586
Sous-total		6 360 495	6 905 518
Total du passif		9 742 096	13 821 026

III. — **Tableau de flux de trésorerie.**
(En euros.)

	Total
Flux de trésorerie liés à l'activité :	
Résultat d'exploitation des entreprises intégrées	– 1 649 409
Elimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie :	
Amortissements et provisions (hors provisions pour actif circulant)	483 846
Résultat brut d'exploitation	– 1 165 564
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation.	828 785
Fournisseurs	– 289 979
Autres passifs	– 366 406
Clients	82 623
Stocks	496 555
Autres actifs	905 992
Flux net de trésorerie d'exploitation	– 336 779
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité :	
Frais financiers	– 431 583
Produits financiers	372 152
Dividendes	
Impôts sur les sociétés	– 18 750
Charges et produits exceptionnels	– 1 020 828
Autres	0
Flux net de trésorerie lié à l'activité	– 1 435 788
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	– 16 440
Acquisition d'immobilisations corporelles	– 5 936
Acquisition d'immobilisations financières	– 670 105
Cession d'immobilisations incorporelles	
Cession d'immobilisations corporelles	594 799
Cession d'immobilisations financières	28 397
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	– 69 285
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :	
Augmentations de capital	0
Emissions d'emprunt	0
Augmentation des avances conditionnées	– 24 391
Remboursement d'emprunt	– 498 045
Remboursement d'avances conditionnées	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement.	– 522 436
Variation de trésorerie	– 2 027 509
Trésorerie d'ouverture	2 322 843
Trésorerie de clôture	295 334
	– 2 027 509

IV. — **Annexe aux comptes consolidés semestriels.**

Faits marquants.

A. Le chiffre d'affaires semestriel de l'exercice en cours de Qualiflow s'établit à 1,98 million d'euros, en progression de 11,2 % par rapport au 1,708 million d'euros réalisés sur le premier semestre de l'exercice 2003.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice en cours, Qualiflow a réalisé un chiffre d'affaires de 1,06 million d'euros. Il ressort en croissance séquentielle de 15 % par rapport au chiffre d'affaires de 0,92 million d'euros réalisé sur le premier trimestre 2004. A l'origine de cette progression des ventes, les prises de commandes au cours du deuxième trimestre atteignent 1,8 million d'euros, à comparer à 1,0 million d'euros en 2003, soit une progression de 78,7 % par rapport au deuxième trimestre 2003.

Confirmant la poursuite de la reprise de l'activité, le carnet de commandes ressort au 30 juin 2004 à 1,5 million d'euros, en hausse de 59,4 % par rapport au 30 juin 2003.

B. Le plan social, mis en place à la fin de l'exercice 2003, a conduit au départ, entre mars et avril 2004, de 43 salariés sur les 85 présents à fin décembre 2003. Il reste 42 salariés à fin juin 2004.

C. A la fin du mois de décembre 2003, la société Qualiflow a signé un accord avec la société Sevenstar le premier fabricant chinois de MFC, pour la création d'une joint-venture destinée à la fabrication des MFC de nouvelle génération en Chine et à proximité des marchés les plus dynamiques.

L'accord prévoit la création d'une société de fabrication commune pour les deux sociétés, l'apport de Qualiflow (qui détient 48 % des parts sociales), s'est traduit par envoi de pièces nécessaires au montage des premiers MFC numériques, de matériel de production et de savoir-faire. A ce titre, Qualiflow a expédié 140 700 € de matériel, 249 484 € de pièces et 67 340 € d'intangibles (savoir-faire), soit un total de 457 524 €.

Cet accord permet à la joint-venture de bénéficier de la technologie numérique acquise par la société Qualiflow. Celle-ci devient la seule unité de production pour Sevenstar et Qualiflow. Elle fabrique et vend ses produits à coût + 20 % aux deux sociétés. L'accord prévoit que Sevenstar à l'exclusivité de la vente des produits de la joint-venture en Asie et Qualiflow en Europe et aux USA. La joint-venture versera des royalties (10 %) à Sevenstar sur des produits analogiques et à Qualiflow sur la vente des produits numériques.

D. La situation de trésorerie, notamment au 31 mars 2004 après l'application du deuxième plan social, a contraint la société à rechercher des financements complémentaires.

Dans ce but, outre la cession d'actifs immobiliers non nécessaires pour l'activité de l'entreprise, la société a entrepris des démarches actives auprès d'industriels et d'établissements financiers en vue, soit d'une cession partielle d'activité (évaporation), soit d'une augmentation de capital auprès d'investisseurs.

A cet effet, elle a d'ailleurs entamé, au cours du deuxième trimestre 2004, des négociations actives en vue de finaliser un tour de table, ayant pour objectif une augmentation de capital réservée visant à assurer la continuité d'exploitation de Qualiflow, et financer les activités de recherche sur l'évaporation liquide. Malheureusement ces négociations ont échoué début août.

E. L'échec des négociations a obligé la société a se déclarer en cessation de paiements, le 9 septembre 2004, et le Tribunal de commerce de Montpellier s'est prononcé, le 15 septembre 2004, en faveur d'une mesure simplifiée de redressement judiciaire de Qualiflow, avec période d'observation de quatre mois.

F. Comme prévu pour améliorer la trésorerie de l'entreprise, la société a mis en vente un certain nombre d'actifs immobiliers non nécessaires à l'exploitation. A cet effet, elle a vendu en avril 2004, pour 414 000 €, un terrain à Saint-Ismiers (Grenoble) et elle a mis en vente un bâtiment industriel à Noyen (Sarthe) et un autre à Montpellier (rue Nobel).

G. Comme il a été annoncé par voie de communiqué en date du 25 juin 2004, les commissaires aux comptes ont refusé de certifier les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2003 de Qualiflow, du fait de l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation.

Les comptes au 30 juin 2004 ont été arrêtés dans l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, sur la base de la prorogation jusqu'au 15 mai 2005 de la période d'observation par le tribunal de commerce en date du 14 janvier 2005.

Règles et méthodes comptables.

Les comptes consolidés annuels au 30 juin 2004 respectent les nouvelles dispositions applicables en matière de consolidation conformément au règlement nº 99-02 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999.

La consolidation est effectuée sur la base des documents et comptes sociaux arrêtés dans chaque pays et retraités afin d'être mis en harmonie avec les procédures comptables du groupe.

La société a engagé des frais de développement. Compte tenu des perspectives commerciales attendues sur les projets cibles, elle a décidé de les comptabiliser à l'actif et de les amortir sur trois ans.

Périmètre de consolidation. — La consolidation porte sur la filiale japonaise Lintec Co. Ltd et sur la filiale française Jipelec. Cette filiale a été consolidée par la méthode globale tandis que la filiale Lintec a été consolidée par mise en équivalence des titres. La participation dans la filiale coréenne étant passée en dessous de 20 % et la société Qualiflow n'ayant aucune intervention dans le contrôle de cette société, celle-ci est sortie du périmètre de consolidation le 31 décembre 2002.

L'impact de la société Qualiflow Inc., tant en terme de chiffre d'affaires que de résultats est non significatif. Toutefois, les avances de trésorerie accordées à cette société, considérées comme augmentation de capital, ont été comptabilisées chez Qualiflow en titres de participation et une provision sur les titres et les créances de cette société a été prise pour ramener l'ensemble à la valeur de la situation nette de cette société.

— Société consolidante : Qualiflow, 395, rue Lépine, BP 7, 34395 Montpellier Cedex 9.

— Filiales consolidées :

– Jipelec, 395, rue Lépine, BP 7, 34935 Montpellier Cedex 9 ;

– Lintec Co. Ltd., 588-1 Ochikubo, Chuzu-Cho, Yasu-Gun, Shiga Pref. 520-24 Japan.

Conversion des filiales étrangères. — La conversion des filiales étrangères est faite sur les bases suivantes : Au cours de clôture pour le bilan, au cours moyen de la période pour les comptes de résultat, les écarts étant portés en réserves.

Immobilisations incorporelles. — Les dépenses de recherche engagées par la société sont intégralement passées en charges au cours de l'exercice.

En ce qui concerne les dépenses de développement, la société a décidé (cf. règles et méthodes comptables) de les activer et de les amortir sur la période correspondant à leur utilisation dans des projets de recherche.

En dehors de ces dépenses de développement, les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées des frais de brevets et d'acquisition de logiciels. Ceux-ci sont amortis comme suit :

Brevets	3 à 4 ans linéaire
Logiciels	1 à 3 ans linéaire

Les licences sont valorisés à leur coût d'achat et amorties comme indiqué ci-dessus. Des provisions sont constituées au cas où la valeur probable de réalisation, du fait des retombées commerciales liées à ces licences, est inférieure à la valeur nette comptable.

Les dépenses de développement, activées en 2001 pour un montant de 428 900 € et en 2002 à hauteur de 208 790 €, font l'objet d'un amortissement sur trois ans. La dotation à fin juin se monte à 105 588 €.

Le fonds de commerce a été acquis pour une valeur de 45 735 € le 1er août 1997. A compter du 1er juillet 1998, un plan d'amortissement de 6 ans a été mis en place.

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilisation estimée de ces immobilisations, selon la méthode linéaire ou dégressive :

— Bâtiments et constructions : Linéaire sur vingt ans ;
— Agencements, aménagements des constructions : Linéaire sur dix ans ;
— Installations spécifiques d'occasion : Linéaire sur cinq ans ;
— Installations techniques, matériel et outillage : Linéaire sur cinq ans ;
— Matériel de transport : Linéaire sur cinq ans ;
— Matériel de bureau et informatique : Linéaire sur trois à cinq ans ;
— Mobilier de bureau : Linéaire sur dix ans.

Crédit-bail. — Les contrats de crédit-bail sont retraités en immobilisations corporelles avec une contrepartie de l'emprunt correspondant au passif du bilan. De même la redevance est retraitée en amortissements et charges financières.

Instruments financiers. — La société réalise l'essentiel de ses opérations en euros (environ 80 % de ses opérations). Toutefois, la société réalise également des opérations en devises, notamment en US dollars et en livres sterling.

La société n'utilise pas d'instruments financiers pour couvrir son exposition aux risques de variation des taux de change. La faiblesse des montants concernés et la courte durée des opérations en devises ne justifie pas aujourd'hui la mise en place d'une politique systématique de couverture du risque de change.

Stocks et travaux en cours. — Les stocks de matières premières sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. Les produits finis et les encours de production sont valorisés au coût direct de production.

Des provisions sont constituées au cas où la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire. Chaque année, le stock de pièces détachées est analysé article par article par rapport à la consommation. Tout article n'ayant pas tourné au cours des 6 derniers mois est provisionné à 50 %, tout article n'ayant pas tourné au cours des 12 derniers mois est provisionné à 100 %. Enfin, le responsable technique fait une révision du caractère obsolète des articles en fonction de l'évolution de la gamme des produits. D'autre part, compte tenu de la faiblesse persistante des ventes, une provision complémentaire a été passée pour tenir compte des stocks en excès par rapport aux besoins estimés. Tout excès de stock supérieur à 6 mois est provisionné à 50 %, supérieur à un an provisionné à 100 %.

Clients et comptes rattachés. — Les clients et comptes rattachés sont présentés à leur valeur nominale. Des provisions sont systématiquement constituées par une appréciation au cas par cas du risque de non recouvrement des créances en fonction de leur ancienneté, des procédures de relance de l'entreprise, des habitudes locales de règlement pour les clients ou les filiales étrangères et des risques spécifiques à chaque pays.

Provisions pour risques et charges. — Des provisions pour risques et charges sont dotées en vue de couvrir les dépenses que les événements survenus ou en cours rendent probables à la clôture de l'exercice.

Provisions pour garantie. — Les provisions pour garantie couvrent les coûts engagés dans le cadre de la garantie accordée aux clients.

Provisions pour indemnités de fin de carrière. — Les provisions pour indemnités de fin de carrière font l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode rétrospective en fonction des paramètres internes observés statistiquement tels que les taux de rotation de l'effectif ou l'évolution prévisible des rémunérations, et de facteurs externes tels que l'espérance de vie des salariés.

Notes sur le bilan.

Note 1. Ecart d'acquisition. — L'écart d'acquisition constaté par la société correspond à la différence, à la date d'acquisition, entre le prix de base d'acquisition des titres et l'actif net de la filiale.

L'écart d'acquisition sur Lintec, constaté par la société, correspond à la différence, à la date d'acquisition, entre le prix de base d'acquisition des titres et l'actif net de la filiale soit 738 324 €.

Cet écart important entre l'actif net de la société et le prix que la société avait accepté de payer se justifiait par la technologie acquise par Lintec sur les contrôleurs de débit en phase liquide et les systèmes de vaporisation, à travers notamment un contrat de distribution sur l'Europe et les Etats-Unis. Toutefois, compte tenu du peu de soutien apporté par la société Lintec, notamment du fait du redressement judiciaire de Qualiflow, la société a décidé d'amortir cet actif à 100 %.

Ecart au 31 décembre 2003	559 897
Amortissement au 30 juin 2004	– 559 897
Ecart net au 30 juin 2004	0

Note 2. Immobilisations incorporelles :

	Frais d'établissements	Frais de recherche et développement	Concessions brevets	Fonds commercial	Total
Valeur brute au 31 décembre 2003	29 240	5 478 768	3 030 568	47 259	8 585 835
Investissements			16 440		16 440

	Frais d'établissements	Frais de recherche et développement	Concessions brevets	Fonds commercial	Total
Mises au rebut ou vente					
Valeur brute au 30 juin 2004	29 240	5 478 768	3 047 008	47 259	8 602 275
Amortissement au 31 décembre 2003	29 240	5 281 600	1 811 708	45 735	7 168 283
Dotations de la période		105 588	244 173		349 761
Mises au rebut ou vente					
Amortissements au 30 juin 2004	29 240	5 387 188	2 055 881	45 735	7 518 044
Valeur nette au 30 juin 2004	0	91 580	991 127	1 524	1 084 231
Valeur nette au 31 décembre 2003	0	197 168	1 218 860	1 524	1 417 552

Le poste « Concessions et brevets » de Jipelec est constitué de 2 050 000 € de licence Aixtron, de 207 148 € d'autres licences et de 96 149 € de logiciels. La licence Aixtron, acquise fin 2002 est amortie sur 5 ans. Toutefois, lors du rachat de Jipelec par Qualiflow, elle a fait l'objet d'un amortissement complémentaire de 500 000 €.

D'autre part, dans le cadre de l'harmonisation des méthodes comptables entre les deux sociétés, les dépenses de recherche, activées au 31 décembre 2002 dans le bilan de Jipelec, ont été amorties à 100 % afin d'appliquer le principe comptable de Qualiflow qui consiste à passer ces dépenses en charges.

Note 3. Immobilisations corporelles :

	Terrains et constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute au 31 décembre 2003	3 045 569	2 066 382	1 641 583	6 753 534
Investissements		3 701	2 234	5 935
Mises au rebut ou vente	195 188	599 589	10 483	805 260
Valeur brute au 30 juin 2004.	2 850 381	1 470 494	1 633 334	5 954 209
Amortissement au 31 décembre 2003	507 071	1 409 652	621 908	2 535 631
Dotations de la période	74 436	127 186	82 589	284 211
Mises au rebut ou vente	13 714	398 963	10 026	422 703
Amortissements au 30 juin 2004	564 793	1 137 876	694 471	2 397 139
Valeur nette au 30 juin 2004.	2 285 588	332 619	938 863	3 557 070
Valeur nette au 31 décembre 2003	2 541 498	656 730	1 019 675	4 217 903

En avril 2004, la société a vendu un terrain appartenant à la société Jipelec et situé à Saint-Ismiers. D'autre part, dans le cadre de l'accord signé avec Sevenstar pour la création d'une société de fabrication commune pour les deux sociétés, l'apport de Qualiflow à la joint-venture chinoise a été effectué, notamment, par envoi de matériel de production. A ce titre, Qualiflow a expédié du matériel pour une valeur brute de 410 141 € représentant une valeur nette de 140 700 €.

Les comptes Constructions et matériel et outillage incluent les valeurs retraitées des matériels et constructions achetés par la société en crédit-bail le 31 décembre 1997 et le 22 décembre 2000 pour les valeurs suivantes :

	Juin 2004	Décembre 2003
Valeur brute		
Constructions	1 804 234	1 804 234
Matériel et outillage	76 228	76 228
Amortissements.		
Constructions	368 109	323 003
Matériel et outillage	76 228	76 228
Valeur nette		
Constructions	1 436 126	1 481 232
Matériel et outillage	0	0

Note 4. Immobilisations financières :

	Juin 2004	Décembre 2003
Prêts	53 726	50 083
Titres de participation	935 344	477 820
Autres immobilisations financières	424 734	453 587
Immobilisations financières	1 413 803	981 490

Le poste Titres de participation représente les titres de Qualiflow dans la société coréenne Naratech à hauteur de 17 % du capital sur la base des comptes arrêtés le 31 décembre 2003, soit 477 820 €, ainsi que les titres de Qualiflow dans la joint-venture chinoise pour un montant de 457 524 €.

Le poste « Autres immobilisations financières » correspond principalement à deux avances preneurs de 193 991 € chacune payées en décembre 2001 sur le dossier de crédit-bail pour le nouveau bâtiment de production. Le solde, soit 36 752 €, étant constitué de cautions et dépôts de garantie.

Note 5. Titres mis en équivalence :

	Juin 2004	Décembre 2003
Titres mis en équivalence	178 146	178 146
Titres mis en équivalence	178 146	178 146

Le poste « Titres mis en équivalence » correspond à la quote-part détenue par Qualiflow de la situation nette de sa filiale japonaise (Lintec) au 31 décembre 2003, calculée sur la base du taux de clôture après retraitement des résultats, soit :

	% détenu	Quote-part des CP
Lintec	33,4 %	178 146
Total.		178 146

Note 6. Stocks et travaux en cours :

	Juin 2004	Décembre 2003
Stocks de matières premières	1 411 114	1 881 330
Travaux en cours	178 456	163 781
Produits finis	1 120 274	1 203 762
Stocks bruts	2 141 734	3 248 873
Stocks de matières premières	– 803 574	– 813 635
Travaux en cours		
Produits finis	– 731 224	– 763 638
Dépréciations	– 1 534 798	– 1 577 273
Stocks de matières premières	607 540	1 067 695
Travaux en cours	178 456	163 781
Produits finis	389 049	440 124
Valeur nette	1 175 045	1 671 600

A titre d'apport dans le capital de la joint-venture chinoise, Qualiflow a envoyé du stock de pièces d'une valeur brute de 453 821 € et une valeur nette de 249 484 €.

Le poste « Produits finis » inclut 568 110 € de stock Jipelec, matériel repris aux clients ou en location courte durée (pour évaluation) provisionné à hauteur de 530 352 €.

Les provisions sont calculées sur la base de rotation des articles en stock. Pas de rotation sur un an : 100 % de provision, pas de rotation sur six mois : 50 % de provision. D'autre part, une provision a également été constituée sur les stocks en excès par rapport aux prévisions de consommation.

Note 7. Clients et comptes rattachés :

	Juin 2004	Décembre 2003
Clients et comptes rattachés	1 130 491	1 174 139
Provisions pour dépréciation	– 190 670	– 151 695
Créances clients nettes	939 821	1 022 444

Note 8. Autres créances et comptes de régularisation :

	Juin 2004	Décembre 2003
Autres créances à caractère fiscal	962 490	1 109 747
Autres créances à caractère social	10 484	49 174
Impôt différés	0	0
Divers	100 581	217 307
Avances et acomptes payés		
Charges constatées d'avance	122 912	86 077
Ecart de conversion actif	672	7 024
Total autres créances	1 197 139	1 469 329

Le poste « Autres créances à caractère fiscal » comprend des crédits d'impôts recherche pour un montant de 903 104 € au 30 juin 2004. En outre, il comprend 14 119 € de T.V.A. à récupérer (193 075 € au 31 décembre 2003).

Le poste Divers comprend 51 624 € de subventions à recevoir et 973 833 € de factures dues par Jipelec, provisionnées à 100 %, dans un souci de prudence comptable, la société Jipelec n'étant pas solvable à court terme.

Note 8.1. Impôts différés actif :

	Juin 2004	Décembre 2003
2003-2006		
Sans limite		
Total impôts différés	0	0

Par esprit de prudence et en absence de lisibilité sur les résultats futurs, aucun impôt diffère actif n'a été comptabilisé.

Note 8.2. Etat des échéances des créances :

	1 an au plus	A plus d'un an
Prêts	53 726	
Autres immobilisations financières		424 734
Créances clients	939 821	
Autres créances	258 915	938 224
Total des créances	1 252 462	1 362 958

Les autres immobilisations financières à plus d'un an sont deux avances preneurs au titre du crédit-bail (387 982 €) et des cautions ou garanties.

Les autres créances à plus d'un an sont principalement constituées de 890 421 € de crédit impôt recherche et de 44 053 € de subventions à recevoir.

Note 9. Valeurs mobilières :

	Juin 2004	Décembre 2003
Actions en propre	180 824	281 233
Provision pour dépréciation	– 98 493	– 20 179
Autres valeurs mobilières	122 603	1 688 076
Intérêts courus		
Total valeurs mobilières	204 934	1 949 130

Note 9.1. Actions en propre : L'assemblée générale du 26 juin 2003 a renouvelé l'autorisation donnée à la société de racheter, dans la limite de 10 % de son capital, ses propres actions, notamment pour régulariser le marché. A ce titre, Qualiflow a signé avec BNP Paribas une convention d'animation. Celle-ci a pris fin à fin juin 2004.

Au 30 juin 2004, la société détenait en propre 104 218 titres pour une valeur moyenne de 1,74 €, soit un total de 180 824 €. Compte tenu du cours de bourse au 30 juin 2004, soit 0,79 €, la société a constitué une provision pour dépréciation des titres de 98 493 €.

Note 9.2. Autres valeurs mobilières : Les autres valeurs mobilières sont constituées à hauteur de 119 582 € par des Sicav ou des certificats de dépôts et pour 3 020 € par 1 action Sirius. Ce titre a été acheté sur la base d'un cours moyen de 3 020,23 €. Sur la base du cours du 30 juin 2004, la société dégage une plus-value latente de 14,25 €. Les Sicav sont constituées de 2 825 Sicav de l'Ecureuil achetées sur la base d'un cours moyen de 42,33 €. Sur la base du cours au 30 juin, soit 44,80 €, la société dégage 6 978 € de plus-value latente.

Note 10. Capitaux propres :

	Capital social de la mère	Prime d'émission	Réserves consolidées	Résultat	Total
Capitaux au 31 décembre 2001	461 600	24 224 239	86 465	183 985	24 956 270
Affectation du résultat 2001			183 985	– 183 985	0
Résultat 31 décembre 2002				– 8 897 394	– 8 897 394
Variation réserve conversion			– 42 880		– 42 880
Capitaux au 31 décembre 2002	461 600	24 224 239	227 550	– 8 897 394	16 015 995
Affectation du résultat 2002			– 8 897 394	8 897 394	0
Résultat 31 décembre 2003				– 12 399 791	– 12 399 791
Variation réserve conversion			– 54 087		– 54 087
Augmentation de capital	109 932	1 506 068			1 616 000
Capitaux au 31 décembre 2003	571 532	25 730 307	– 8 723 931	– 12 399 791	5 178 117
Affectation du résultat 2003			– 12 399 791	12 399 791	0
Résultat 30 juin 2004				– 2 255 748	– 2 255 748
Variation réserve conversion					
Capitaux au 30 juin 2004	571 532	25 730 307	– 21 123 722	– 2 255 748	2 922 370

Note 10.1. Capital social : Le capital social au 30 juin 2004 s'élève à 571 532 €, divisé en 5 715 320 actions d'une valeur nominale de 0,1 € chacune.

Note 10.2. Détail des réserves consolidées :

	Juin 2004	Décembre 2003
Réserves consolidées au début de la période	– 8 723 931	227 551
Variation des réserves de conversion		– 54 087
Affectation du résultat N – 1	– 12 399 791	– 8 987 394
Réserves consolidées à la clôture de l'exercice	– 21 123 722	– 8 723 931

Note 11. Provisions pour risques et charges :

	Juin 2004	Décembre 2003
Provisions pour perte de change	672	7 024
Provision pour risque	399 368	1 554 329
Provisions pour garantie	12 667	73 182
Provisions pour indemnités de fin de carrière	11 570	5 443
Provisions pour charges	34 954	97 413
Provisions pour risques et charges	459 231	1 737 391

Le poste « Provisions pour risques » inclut 232 534 € de provisions au titre des plans sociaux.

La provision pour indemnité de fin de carrière est calculée sur la base des indemnités à verser à chaque salarié en fonction de son ancienneté et de son statut, pondérées par la chance d'être en vie (tables de mortalité) et la chance d'être dans la société (turnover de la société) à cette date. Afin d'éviter une sensibilité trop forte de cette indemnité au taux de turnover, celui-ci est calculé sur une moyenne de 5 ans.

Les produits Qualiflow font l'objet d'une garantie pièces et main d'œuvre. La provision est calculée sur la base des dépenses réellement supportées pendant l'année et rapportées à la population sous garantie.

En ce qui concerne les provisions pour risques et charges, le tableau ci-dessous indique les dotations et les reprises d'un exercice sur l'autre :

	Décembre 2003	Utilisation	Reprise	Dotation	Juin 2004
Provisions pour risques	1 634 535	1 028 326	1 241 941	20 113	412 707
Provisions pour garantie	73 182		73 182	12 667	12 667
Provisions pour perte de change	7 024		7 024	672	672
Provisions pour sortie fiscale du crédit-bail	96 310			3 024	99 334
Provisions pour non récupération IFA	22 500		18 750	3 750	7 500
Provisions pour restructuration	1 375 519	1 028 326	1 142 985		232 534
Provisions pour risque prud'homal	60 000				60 000
Provision pour charges	102 856	33 633	73 608	17 276	46 524
Provisions pour indemnités de fin de carrière	5 443		5 443	11 570	11 570
Provisions pour charges d'installation	28 165		28 165	706	706
Provisions pour charges (autres)	69 248	33 633	40 000	5 000	34 248
Total	1 737 391	1 061 959	1 315 549	37 389	459 231

Note 12. Emprunts et dettes financières :

	Juin 2004	Décembre 2003
Avance Coface	226 855	361 760
Avances remboursables	337 369	253 641
Autres emprunts à plus d'un an	1 951 580	2 351 358
Dettes financières à moyen et long terme	1 168 408	1 239 220
Intérêts à payer	2 284	2 954
Total général	3 686 496	4 208 933

Les avances remboursables sont constituées à hauteur de 292 843 € d'avances Anvar et à hauteur de 44 526 € d'avances sur un programme de recherche (Diadème) du Ministère de l'industrie sur un programme de recherche sur l'évaporation.

Note 12.1. Autres emprunts à plus d'un an : Les emprunts à plus d'un an se décomposent comme suit :

	Juin 2004	Décembre 2003
Emprunts Qualiflow	1 606 624	1 896 358
Emprunt Banque Courtois	7 622	15 245
Emprunt CCF		
Emprunt Banque Worms	266 786	343 010
Emprunt Crédit agricole	287 539	365 861
Emprunt BNP	1 044 677	1 172 242
Emprunts JIpelec	344 956	455 000
Emprunt Caisse d'épargne	159 805	210 368
Emprunt Caisse d'épargne	39 762	52 393
Emprunt BRA	145 389	191 508
Caisse d'épargne		731
Total emprunts à plus d'un an	1 951 580	2 351 358

Pour Qualiflow :

— L'emprunt Banque Courtois est un emprunt en date du 20 novembre 1999 de 76 225 € sur 5 ans au taux de 4,75 % par an ;

— L'emprunt CCF est le solde d'un emprunt de 60 980 € contracté par la holding et repris par Qualiflow lors de la fusion en décembre 2003. Cet emprunt a été contracté le 21 décembre 1998 sur une période de 5 ans au taux de 6,50 % ;

— L'emprunt Banque Worms de 762 245 € en date du 17 janvier 2002 pour une période de 5 ans au taux de T4M plus 0,75 % de marge, soit 4,11 % au 30 juin ;

— L'emprunt Crédit agricole de 762 245 € en date du 27 mai 2002 pour une période de 5 ans au taux Euribor 3 mois plus 0,90 % de marge soit, 5 % au 30 juin ;

— L'emprunt BNP de 1 356 796 € en date du 26 septembre 2002 pour une période de 5 ans au taux de T4M plus 0,75 % de marge, soit 4,11 % au 30 juin et débloqué à hauteur de 1 296 470 €.

Pour Jipelec :

— Emprunt CE 1 de 400 000 € contracté en 2001 pour une période de 4 ans au taux de 5,20 % proportionnel ;

— Emprunt CE 2 de 100 000 € contracté en 2001 pour une période de 4 ans au taux de 4,80 % proportionnel ;

— Emprunt BRA de 365 000 € contracté en 2001 pour une période de 4 ans au taux de 4,95 %.

L'échéancier de ces emprunts se présente comme suit :

	Juin 2004	Décembre 2003
A 1 an	811 929	806 323
Entre 1 an et 5 ans	1 139 651	1 545 035
A plus de 5 ans	0	0
Total	1 951 580	2 351 358

Note 12.2. Dettes financières à moyen et long terme : Les dettes financières à moyen et long terme résultent du retraitement du crédit-bail immobilier.

L'échéancier de ces dettes se présente comme suit :

	Juin 2004	Décembre 2003
A 1 an	141 624	141 625
Entre 1 an et 5 ans	505 407	522 862
A plus de 5 ans	521 377	574 733
Total	1 168 408	1 239 220

Note 13. Autres dettes et comptes de régularisation :

	Juin 2004	Décembre 2003
Dettes fournisseurs	1 020 219	1 310 198
Dettes fiscales et sociales	1 318 743	1 013 576
Autres dettes	332 230	372 405
Produits constatés d'avance	0	0
Ecart de conversion passif	2 807	407
Total	2 673 999	2 696 586

Note 13.1. Dettes fournisseurs :

	Juin 2004	Décembre 2003
Dettes fournisseurs	1 020 219	1 310 198
Total	1 020 219	1 310 198

Note 13.2. Dettes fiscales et sociales :

	Juin 2004	Décembre 2003
Dettes fiscales	52 268	39 069
Dettes sociales	1 266 475	974 507
Total	1 318 743	1 013 576

La société a signé avec l'Urssaf, en avril 2004, un moratoire pour le remboursement de ses charges sociales de septembre à juin. Ceci explique le gonflement du poste Dettes sociales.

Note 13.3. Autres dettes :

	Juin 2004	Décembre 2003
Avances et acomptes	61 458	40 273
Autres	270 772	332 132
Total	332 230	372 405

Le poste « Avances et acomptes » correspond aux montants versés à la commande pour la fourniture des systèmes RTP.

Le poste « Autres » correspond à des acomptes reçus au titre de la P.A.T. (Prime à l'aménagement du territoire) pour 231 940 €, à 38 832 € de charges à payer.

Notes sur le compte de résultat.

Note 14. Chiffre d'affaires :

— Par zone géographique, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :

	Juin 2004	Juin 2003
France	629 433	436 481
Export	1 351 106	1 272 295
Total	1 980 539	1 708 776

— Par ligne de produit, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :

	Juin 2004	Juin 2003
Vannes	668 612	474 412
Contrôleurs de débit	486 137	446 436
Systèmes de gaz	51 365	70 285
Jipelec	587 144	650 544
Divers	167 281	67 098
Total	1 980 539	1 708 776

Note 15. Autres produits d'exploitation :

	Juin 2004	Juin 2003
Production stockée	– 68 314	39 374
Production immobilisée	316 826	
Subventions d'exploitation	203 931	29 636
Transfert de charges d'exploitation	6 446	10 687
Autres produits de gestion courante	330	21
Reprise de provision d'exploitation	387 249	47 219
Total	846 149	127 117

Les subventions d'exploitation correspondent à des subventions sur des programmes de recherche en cours. Les reprises de provisions sont notamment impactées par la reprise de provisions à hauteur de 204 339 € sur les stocks envoyés en Chine et par 101 347 € de reprise sur les frais de garantie et d'installation.

Note 16. Achats consommés :

	Juin 2004	Juin 2003
Achats de matières premières	– 779 836	– 752 258
Variation de stock MP	– 470 216	– 225 686
Achats consommés non stockés	– 48 237	– 67 393
Total	– 1 298 289	– 1 045 337

Note 17. Charges de personnel :

	Juin 2004	Juin 2003
Charges de personnel fixes	– 1 416 822	– 2 366 244
Total	– 1 416 822	– 2 366 244

Les effectifs, après la mise en place de la location-gérance, ont été réduits de 85 à 42 personnes.

Note 17.1. Effectifs employés en fin de période :

	Juin 2004	Juin 2003
Ouvriers	8	16
Employés et administratifs	4	6
Techniciens	10	23
Agents de maîtrise	0	0
Cadres	20	40
Total	42	85

Note 18. Autres charges d'exploitation :

	Juin 2004	Juin 2003
Autres achats et charges externes	– 797 696	– 2 449 090
Autres charges	– 4 829	– 23 266
Total	– 802 525	– 2 472 356

Note 19. Dotations aux amortissements et aux provisions :

	Juin 2004	Juin 2003
Dotations aux amortissements	– 633 974	– 419 486
Dotations aux provisions sur actif circulant	– 200 834	– 1 841 616
Dotations aux provisions pour risques et charges	– 32 967	– 94 619
Total	– 867 775	– 2 355 721

Les provisions pour actifs circulants sont constituées de 161 859 € de provisions sur les stocks Qualiflow et de 38 975 sur le poste client de Jipelec.

L'augmentation des amortissements s'explique par les amortissements de Jipelec à hauteur de 270 854 €, principalement sur le poste Concession et licences.

Note 20. Résultat financier :

	Juin 2004	Juin 2003
Charges financières nettes	– 51 255	12 961
Dotations financières aux provisions	– 288 379	– 406 975
Résultat de change	– 1 151	– 4 804
Total	– 340 785	– 398 818

Les dotations aux provisions correspondent à une dotation complémentaire de 281 356 sur Qualiflow Inc.

Note 21. Produits et charges exceptionnels :

	Juin 2004	Juin 2003
Sur opérations de gestion	– 1 020 828	– 71 398
Sur opérations de capital	212 222	
Sur cession d'éléments d'actif		
Sur provisions et transferts de charge	1 121 680	
Total	313 094	– 71 398

Ce poste reflète principalement les coûts liés au plan social mis en place en décembre 2003 et la reprise de provision correspondante. Les produits sur cession d'actif sont principalement constitués de la vente d'un tour à la société DKER et de la vente du terrain de Saint-Ismier.

Note 22. Impôts sur les sociétés :

	Juin 2004	Juin 2003
Impôts différés		
Impôts sur le résultat	– 18 750	– 15 245
Crédit d'impôt recherche		
Total	– 18 750	– 15 245

Il s'agit de l'imputation de l'IFA.

Note 23. Résultat par action. — Le résultat par action est calculé selon la méthode dite du rachat d'action.

Note 23.1. Nombre d'actions pris en compte :

	Juin 2004	Juin 2003
Nombre d'actions :		
Composant le capital de base	5 715 320	4 616 000
Composant le capital dilué	5 715 320	4 616 600

Après accord du conseil d'administration du 30 juin 2003, 345 600 options de souscription d'action ont été attribuées. D'autre part, après accord du conseil d'administration du 19 janvier 2002, 14 000 autres options ont été attribuées. Ces dernières ont été annulées par décision du conseil du 17 décembre 2003 et remplacées par une attribution de 16 000 nouvelles options.

Toutefois, compte tenu des résultats fortement négatifs de la société, il est évident que personne ne pouvant désirer faire jouer ces options, ces mouvements n'ont été pas été pris en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué en 2002 et 2003.

Note 23.2. Résultat de base et résultat net dilué : Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par

le nombre d'actions en circulation à la fin de la période, à l'exclusion des actions propres.

Soit :

— 2004 : 5 715 320 actions ;

— 2003 : 4 616 000 actions.

Informations diverses.

A. Rémunération des dirigeants. — La rémunération allouée au président et au directeur général pour les six premiers mois de l'exercice 2004 s'élève à 97 601 €.

B. Engagements hors bilan :

— Le tableau ci-dessous indique les engagements hors bilan donnés par la société dans le cadre de son activité commerciale.

Engagements hors bilan	2004	2003
Cautions de contre garantie sur marchés . . .	0	46 813
Créances cédées non échues		
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles.	2 234 154	1 896 368
Avals, cautions et garanties données		
Autres engagements	469 935	
Total.	2 704 089	1 943 181

— Nantissements :

Nantissements	Banque	Mise en place	Montant	– 1 an	1 à 5 ans
Fonds de commerce	Banque Courtois	Novembre 1999	7 622	7 622	0
Fonds de commerce	Banque Worms	Janvier 2001	266 786	152 449	114 336
Fonds de commerce	Crédit agricole	Mai 2001	287 540	161 699	125 841
Fonds de commerce	BNP-Paribas	Septembre 2001	1 044 677	263 095	781 582
Fonds de commerce	B.R.A.	Octobre 2000	145 389	95 724	49 665
Fonds de commerce	Urssaf	Avril 2004	482 140	482 140	
Total			2 234 154	1 162 730	1 071 424

Le prêt de 60 980 € consenti par la Banque Courtois en novembre 1999 a fait l'objet d'un nantissement sur le fonds de commerce. D'autre part, le prêt octroyé par le CCF à la holding et repris par Qualiflow lors de la fusion-absorption est garanti par une caution personnelle de MM. Jacquemin, Guiho, Gonthier, Navratil et Vidal.

Les trois emprunts ouverts en 2001, à savoir 1 356 796 € avec BNP Paribas, 762 245 € avec la Banque Worms et 762 245 € avec le Crédit agricole ont également fait l'objet d'un nantissement du fonds de commerce.

L'emprunt de 274 408 € souscrit par Jipelec, en octobre 2000, auprès de la Banque Rhône-Alpes a fait l'objet d'un nantissement sur le fonds de commerce de Jipelec.

L'Urssaf, dans le cadre de la signature d'un moratoire de 12 mois des charges sociales signé sous l'égide de la Commission des chefs des Services financiers (Trésorerie générale) a demandé en garantie un nantissement sur le fonds de commerce. Celui-ci a été signé le 28 avril 2004 pour un montant de 482 140,35 €.

D'autre part, en date du 9 juillet 2004, l'Urssaf a également déposé une hypothèque légale sur le terrain possédé par Qualiflow rue Lépine pour une créance de 469 935,09 € représentant les cotisations, majorations de retard et pénalités du 1er septembre 2003 au 31 mai 2004.

— Garanties bancaires : Au 30 juin 2004, il n'y a plus de garanties financières accordées par les banques au nom de Qualiflow ou de Jipelec.

— Engagements de retraite : Les engagements au titre de l'indemnité de départ à la retraite font l'objet d'une provision à hauteur de 11 570 € (cf. note 9).

— Facteurs de risque :

a) Cyclicité des marchés et dépendance vis-à-vis de la conjoncture économique générale :

Les marchés finaux (semi-conducteurs, fibre optique) dont les produits sont fabriqués à partir des outils Qualiflow ou d'outils intégrant des composants Qualiflow sont susceptibles de subir tout impact économique défavorable qui pourrait survenir, avec pour conséquence le report ou l'abandon des plans d'équipement des fabricants de ces produits. Ce contexte défavorable a alors un effet fortement négatif sur l'activité de la société.

Plus spécifiquement, les marchés d'équipement pour la fabrication de semi-conducteurs et de la fibre optique sont des marchés cycliques. L'activité de la société subit actuellement fortement les fluctuations des marchés d'équipements de production pour la fibre optique ou le semi-conducteur.

b) Dépendance vis-à-vis de quelques clients prédominants.

Malgré une stratégie de diversification de sa clientèle qui commence à porter ses fruits, la société considère que son activité restera dépendante d'un nombre restreint de clients prépondérants. Malgré la longue relation qui lie Qualiflow à des clients comme Alcatel ou ASM International, une diminution de ces relations commerciales peut avoir des conséquences fortement négatives sur l'activité de la société.

c) Redressement judiciaire : Malgré une prolongation de quatre mois de la période d'observation, prononcée le 14 janvier 2005 par le Tribunal de commerce de Montpellier, le futur de la société reste incertain. La direction travaille à rassembler et structurer différents contacts et propositions, toutefois il est impossible actuellement de définir le périmètre ou les conditions de continuation de l'activité, au cas où celle-ci serait possible. En tout état de cause la décision finale reviendra au tribunal de commerce.

d) Fait exceptionnels et litiges : Il n'existe pas à ce jour, à la connaissance de la société de faits exceptionnels ou de litiges non provisionnés pouvant avoir une incidence significative sur la situation, les résultats, le patrimoine ou les activités de Qualiflow et de ses filiales.

C. — Rapport d'activité premier semestre 2004.

(En milliers d'euros)	Premier semestre 2004		Premier semestre 2003		Variation	Variation
	Consolidé	Social	Consolidé	Social	Consolidé	Social
Chiffre d'affaires.	1 980	1 980	1 709	1 709	15,86 %	15,86 %
Excédent brut d'exploitation. .	– 1 176	– 1 740	– 4 208	– 4 311	72,05 %	59,64 %
Résultat d'exploitation	– 1 649	– 1 930	– 6 505	– 6 561	74,65 %	70,58 %
Résultat courant avant impôt . . .	– 1 990	– 1 784	– 6 904	– 6 999	71,18 %	74,51 %
Résultat net	– 2 256	– 1 722	– 7 079	– 7 086	69,13 %	75,70 %

Pour le deuxième trimestre de l'exercice en cours, Qualiflow a réalisé un chiffre d'affaires de 1,06 million d'euros. Il ressort en croissance séquentielle de 15 % par rapport au chiffre d'affaires de 0,92 million d'euros réalisé sur le premier trimestre 2004. A l'origine de cette progression des ventes, les prises de commandes au cours du deuxième trimestre atteignent 1,8 million d'euros, à comparer à 1,0 million d'euros en 2003, soit une progression de 78,7 % par rapport au deuxième trimestre 2003.

Le chiffre d'affaires semestriel de l'exercice en cours de Qualiflow s'établit à 1,98 millions d'euros, en progression de 11,2 % par rapport au 1,708 million d'euros réalisés sur le premier semestre de l'exercice 2003.

Confirmant la poursuite de la reprise de l'activité, le carnet de commandes ressort au 30 juin 2004 à 1,499 millions d'euros, en hausse de 59,4 % par rapport au 30 juin 2003.

Aussi, la société prévoit de réaliser aux environs de 4,3 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2004 à comparer à 3,6 millions d'euros en 2003, soit une progression de l'ordre de 19,4 %.

Evénements importants survenus depuis le mois de juin :

Les informations données ici sont un résumé des informations fournies dans les communiqués de presse issus par la société depuis la fin du mois de juin jusqu'à ce jour.

— Certification des comptes (communiqué du 1er juillet 2004) :

Comme il a été annoncé par voie de communiqué en date du 25 juin 2004, les commissaires aux comptes ont refusé de certifier les comptes annuels de Qualiflow du fait de l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation. Pour cette même raison, l'assemblée générale du 29 juin 2004 n'a pas approuvé les comptes, tandis qu'une requête a été introduite auprès du Tribunal de commerce de Montpellier en vue de l'obtention d'un délai supplémentaire de trois mois pour la tenue d'une nouvelle assemblée générale d'approbation des comptes.

L'intégralité du rapport des commissaires aux comptes figure dans le document de référence de Qualiflow, disponible sur le site de l'Autorité des marché financiers à l'adresse suivante : www.amf-France.org.

Comme exposé ci-dessous, cette période transitoire sera mise à profit par la société pour lever toute incertitude quand à la continuité de son exploitation, de façon à ce que l'assemblée générale puisse statuer en toute sérénité sur l'approbation des comptes clos au 31 décembre 2003.

— Augmentation de capital réservée (communiqué du 1er juillet 2004) :

Au-delà de la reprise confirmée de son activité, la direction de Qualiflow a par ailleurs entamé des négociations actives en vue de finaliser un tour de table, ayant pour objectif une augmentation de capital réservée visant à assurer la continuité d'exploitation de Qualiflow, et financer les activités de Recherche sur l'évaporation liquide. Dans l'attente de la finalisation des modalités de cet accord, la société a décidé de maintenir la suspension du cours.

— Cessation de paiements (communiqué du 9 septembre 2004) :

Prenant acte de l'échec des négociations ayant pour but une augmentation de capital permettant d'assurer la continuité de l'exploitation, la direction de Qualiflow a déposé le mercredi 8 septembre 2004 auprès du Tribunal de commerce de Montpellier une déclaration de cessation des paiements et a demandé à pouvoir bénéficier de la procédure de redressement judiciaire.

L'affaire est convoquée à l'audience du Tribunal de commerce du lundi 13 septembre 2004.

— Redressement judiciaire (communiqué du 21 septembre 2004) :

Consécutivement à l'annonce de la déclaration de cessation des paiements de la société le 9 septembre dernier, le Tribunal de commerce de Montpellier s'est en effet prononcé en faveur d'une mesure simplifiée de redressement judiciaire de Qualiflow, avec période d'observation de quatre mois.

Note de la direction : Dans ce contexte, la direction de la société a déposé une nouvelle requête auprès du président du Tribunal de commerce de Montpellier en vue de l'obtention d'un délai supplémentaire pour la tenue d'une nouvelle assemblée générale d'approbation des comptes, soit jusqu'au 31 décembre 2004. Une ordonnance a été rendue en ce sens en date du 27 septembre 2004.

— Cotation du titre (communiqué du 21 septembre 2004) :

La cotation des actions Qualiflow avait été suspendue en date du 28 juin 2004, à la demande de la société, du fait des négociations en cours avec des investisseurs. La société, en accord avec l'Autorité des marché financiers, a demandé à Euronext que la cotation des titres de la société reste suspendue pendant encore un mois le temps que cette procédure se mette en place. A l'issue de cette période, la société émettra un document de référence ré-actualisé et la cotation devrait rependre normalement.

Note de la direction : La cotation du titre Qualiflow a repris le mardi 7 décembre 2004.

— Période d'observation :

La société a demandé et obtenu du juge-commissaire, en date du 27 septembre 2004, l'autorisation de procéder à la vente du bâtiment Nobel et du terrain attenant. Malgré une hypothèque légale déposée par l'Urssaf sur le terrain, la vente, qui doit avoir lieu au cours du mois de décembre, devrait permettre à la société de dégager quelques 300 K€ pour permettre le financement de la période d'observation.

Malgré les difficultés d'approvisionnement rencontrées durant cette période difficile, la société prévoit de réaliser sur l'année 2004 un chiffre d'affaires de l'ordre de 4,3 millions d'euros.

Le Tribunal de commerce de Montpellier s'est réuni le 17 décembre 2004 et doit rendre son délibéré le 14 janvier 2005, quant à la demande de renouvellement de la période d'observation. La signature définitive de la vente des bâtiments, qui a eu lieu le 20 décembre 2004, et le niveau d'activité actuel de la société doivent permettre à la société de poursuivre son exploitation pendant cette nouvelle période d'observation demandée par Qualiflow.

— Prévisions :

Dans le contexte de redressement judiciaire où se trouve la société, les conditions de continuation de l'activité, et par là les prévisions qui pourraient en découler pour 2005 et les années futures, sont par trop hasardeuses.

Aussi, les prévisions que la société avait été amenée à faire lors des négociations avec les investisseurs ne sont plus pertinentes aujourd'hui, étant fondées sur des hypothèses qui ne sont plus d'actualité.

La Direction travaille à rassembler et structurer différents contacts et propositions, toutefois il est impossible actuellement de définir le périmètre ou les conditions de continuation de l'activité, au cas où celle-ci serait possible. En tout état de cause la décision finale reviendra au tribunal de commerce.

D. — Rapports des commissaires aux comptes.

Les attestations des commissaires aux comptes seront publiées après l'audit de ces comptes courant février 2005.

81817

ROUGIER S.A.

Société anonyme au capital de 7 063 146 €.
Siège social : 155, avenue de La Rochelle, 79000 Niort.
025 580 143 R.C.S. Niort.

Chiffre d'affaires consolidé (hors taxes).
(En milliers d'euros.)

	2004 (Provisoire)	2003
Premier trimestre	36 688	41 088
Deuxième trimestre	38 530	40 428
Troisième trimestre	33 530	32 833
Quatrième trimestre	37 810	34 193
Cumul au 31 décembre	146 558	148 542

81918

SIPAREX CROISSANCE

Société en commandite par actions au capital de 67 864 155 €.
Siège social : 139, rue Vendôme, 69006 Lyon.
312 056 641 R.C.S. Lyon.
Exercice social : du 1er janvier au 31 décembre.

Revenus du portefeuille, produits financiers et autres revenus.
(Chiffre sociaux en milliers d'euros.)

	Revenus du portefeuille de participations	Résultat de cession du portefeuille de partici-pations (*)	Produits de trésorerie	Autres produits	Total
2004 :					
Premier trimestre	368	1 073	29		1 470
Deuxième trimestre	1 549	2 961	24		4 534
Troisième trimestre	515	4 590	37	3	5 145
Quatrième trimestre	461	3 713	48	24	4 246
Total de l'exercice	2 893	12 337	138	27	15 395
2003 :					
Premier trimestre	310	806	81	14	1 211
Deuxième trimestre	1 289	887	37	9	2 222
Troisième trimestre	338	1 093	34	– 9	1 456
Quatrième trimestre	373	6 719	12	34	7 138
Total de l'exercice	2 310	9 505	164	48	12 027

(*) Plus-values nettes des moins-values et reprises de provisions sur cessions.

Les revenus totaux, y compris reprises de provision sur titres de participation cédés, ont atteint 15 395 K€ sur l'exercice 2004, en accroissement de 28 % par rapport à l'exercice 2003. Cette bonne performance est due en très grande partie à la hausse des plus-values brutes de cession.

Activité.
(Chiffres consolidés en millions d'euros.)

	2004		2003	
	Investisse-ments	Désinvestis-sements	Investisse-ments	Désinvestis-sements
Premier trimestre	7,24	3,37	0,17	1,43
Deuxième trimestre	0,46	5,55	2,69	0,76
Troisième trimestre	3,34	6,60	1,82	2,13
Quatrième trimestre	6,85	9,77	6,73	11,88
Total de l'exercice	17,89	25,29	11,41	16,20

81919